

Communiqué

Pour diffusion immédiate
À tous les médias
Source : CSN

Éducation supérieure

L'heure est à l'investissement

(Montréal, le mardi 21 octobre 2008) La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, déplore les propos tenus hier par le premier ministre du Québec lors de la tenue du Conseil de la fédération, encourageant le gouvernement canadien à éviter de faire un déficit et lui offrant une trêve en matière de transfert des fonds fédéraux consacrés à l'éducation supérieure. « Lors de la récente campagne électorale au fédéral, Jean Charest s'est fait un grand défenseur des intérêts du Québec. Jamais il n'a soufflé un mot sur ses intentions de renoncer de quelque façon à des rehaussements des transferts fédéraux pour l'éducation supérieure. À peine les élections terminées, voilà qu'il dévoile ses intentions. Nous nous opposons farouchement aux propositions qu'il vient de faire au gouvernement fédéral. Bien au contraire, nous croyons plutôt qu'un investissement en éducation supérieure constitue un élément fort d'une stratégie de sortie de crise », de souligner la présidente de la CSN.

« Cette capitulation totale devant Ottawa est d'autant plus aberrante que même le gouvernement fédéral laisse entrevoir qu'il pourrait recourir à un déficit budgétaire afin de remplir ses obligations, de renchérir le trésorier de la CSN, Pierre Patry. Actuellement, au chapitre de son bilan budgétaire, le Canada détient la meilleure position des pays de l'OCDE et le taux d'endettement du Canada est le plus faible des pays du G-8. Il est, selon le FMI, de 25,1 % pour le Canada, de 53,6 % pour la France, de 58,1 % pour l'Allemagne, de 45 % pour les États-Unis et de 89,8 % pour le Japon. Rappelons que dans chacun de ses budgets, le gouvernement Harper a réservé de 10 à 13 milliards de dollars au paiement de la dette fédérale. « Si bien que le ratio dette/richeesse collective a fondu de moitié. Ainsi, la situation financière du Canada est bonne et nous pouvons nous permettre, en situation de crise économique, d'entrevoir un déficit », de soutenir Pierre Patry.

Les crises antérieures nous ont démontré que ce sont les politiques keynésiennes qui ont contribué à se sortir de ces crises. « Il serait tout à fait contre-productif aujourd'hui de refuser d'investir dans l'éducation supérieure », d'ajouter Pierre Patry. Avec d'autres organisations, nous avons réclamé du fédéral, lors de la campagne électorale, qu'il s'engage à verser au Québec les 800 millions de dollars qui lui revient en transfert pour le postsecondaire. « Est-il nécessaire d'ajouter qu'il y a un large consensus au Québec des différents acteurs sociaux et des partis politiques à l'effet que le déséquilibre fiscal n'est pas réglé et que le financement de l'éducation supérieure en constitue un élément majeur », de conclure Pierre Patry.

Les représentants de la CSN seront très attentifs la semaine prochaine alors que la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget devrait présenter une mise à jour économique.

Fondée en 1921, la CSN regroupe plus de 300 000 travailleuses et travailleurs dans tous les secteurs d'activité. Dans le secteur de l'éducation supérieure, la CSN représente environ 20 000 membres.

Pour information :

Jacqueline Rodrigue

Cellulaire : 514 773-0060 ; bureau : 514 598-2139